

Aux côtés de notre police

VOX POPULI



NICOLAS KOLLY
CONSEILLER NATIONAL (UDC/FR), AVOCAT

Partout dans nos villes sont en train de se créer des zones de non-droit et de violence

ont également agressé deux journalistes de Watson, qui ont indiqué avoir été violemment pris à partie et frappés alors qu'ils faisaient leur travail. Lausanne est ainsi devenue, durant ces deux soirs, une zone de non-droit où policiers, mais également un élu et des journalistes, ont été agressés du fait de ce qu'ils représentent.

Ces faits gravissimes qui se sont déroulés à Lausanne ne sont que la pointe de l'iceberg. Partout dans nos villes sont en train de se créer des zones de non-droit et de violence où commandent des gangs violents et où la police n'ose plus faire son travail. Au début du mois de juillet, dans le quartier du Schönberg à Fribourg, une fusillade a eu lieu en pleine nuit lors

d'une altercation entre bandes de quartier.

Face à cette recrudescence de violence, parfois totalement désinhibée, notre police se retrouve souvent bien démunie. Elle manque de moyens et d'effectifs, mais aussi de soutien politique et judiciaire. Ces dernières décennies, la Suisse regardait avec stupeur et incrédulité le chaos qu'il pouvait y avoir dans les banlieues françaises, alors qu'il y a tout juste 20 ans, Nicolas Sarkozy promettait de «nettoyer au karcher» ces cités afin d'y éliminer cette criminalité et cette violence. Force est de constater que vingt ans plus tard, la situation n'a fait que s'aggraver et n'est plus limitée aux banlieues françaises mais se retrouve maintenant dans les villes de Suisse romande.

A plusieurs reprises, des policiers m'ont indiqué qu'ils renonçaient à se rendre dans certaines zones car ils étaient totalement impuissants et craignaient pour leur sécurité, que les personnes qu'ils interpellaient et arrêtaient étaient, pour ainsi dire systématiquement, libérées et rarement renvoyées lorsqu'il s'agissait de criminels étrangers.

Si l'on ne veut pas que cette situation dégénère totalement, les responsables politiques doivent se mettre du côté des forces de l'ordre et non contre elles. De leur côté, il est évident que les polices où il y a eu des dérives – comme cela semble être le cas en ville de Lausanne – doivent faire leur *aggiornamento* pour qu'elles restent ces forces de l'ordre qui travaillent avec respect, humanité et professionnalisme et en qui nous pouvons avoir confiance. ■

Depuis ce lundi 25 août, les médias romands se sont fait largement l'écho des révélations de racisme au sein de la police lausannoise. Ces révélations sont graves car elles remettent en question la confiance envers notre police. Or, cette confiance est un ciment indispensable au fonctionnement de l'Etat et à sa légitimité d'avoir recours à la force pour faire respecter nos lois et pour assurer la sécurité publique.

Je ne connais pas l'étendue de la problématique. Il reviendra aux autorités pénales et administratives de sanctionner les policiers fautifs en déterminant ce qui peut être dit dans un cadre privé sous le couvert de la «blague», bien qu'elle puisse être de mauvais goût. A cet égard, la Municipalité de Lausanne a eu raison de traiter cette affaire avec le plus grand sérieux. Un policier doit incarner en tout temps sa fonction et non seulement lorsqu'il porte son uniforme.

Cependant, ce que je n'accepte pas et dénonce dans cette chronique est cette tentative de certains responsables politiques de gauche de vouloir discréditer toutes nos polices. Ce faisant, j'estime que l'attention médiatique portée à cette affaire au sein de la police lausannoise a été déséquilibrée par rapport aux faits, bien plus graves, qui se sont déroulés durant deux nuits de violence et de saccage à Lausanne.

Durant ces nuits, des émeutiers ont pris d'assaut une ville, brûlant et détruisant ce qui leur tombait sous la main, s'en prenant frontalement aux policiers, ne respectant rien. Ces émeutiers ont très violemment agressé un élu local après l'avoir reconnu. Ils